

Le Canada est l'un des quatre membres fondateurs du Centre, avec l'Ukraine, la Suède et les États-Unis.

La gestion du combustible nucléaire

Un projet de trois ans s'élevant à 3,3 millions de dollars et géré par Ontario Hydro International Inc., de Toronto, transférera la technique, propre au Canada, des cartouches en béton lourd pour l'entreposage à sec provisoire du combustible nucléaire irradié aux centrales de Tchernobyl et de Rivne, situées dans le nord-ouest de l'Ukraine. Le stockage sans danger du combustible nucléaire irradié est un problème pressant dans ce pays qui manque d'installations de traitement aussi bien que d'aires de stockage à long terme. Dans le cadre de ce projet, des cartouches et du matériel auxiliaire seront conçus pour les centrales nucléaires, et des aires de stockage sans danger seront établies. En coopération avec le Comité d'État sur l'énergie nucléaire, on créera aussi des installations ukrainiennes pour produire des cartouches en béton lourd. Cette initiative fournira à l'Ukraine un moyen sûr et bon marché de stocker le combustible nucléaire irradié, tout en aidant à calmer les inquiétudes concernant le respect de la réglementation internationale. Le projet fait partie du programme canadien d'assistance de 15 millions de dollars visant à assurer la sûreté nucléaire, qui a été annoncé à Kiev par le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, en avril 1994.

Le cadastrage des terres

Dans le cadre d'un projet de 13 mois s'élevant à 2,3 millions de dollars, un système pilote de cadastrage et de gestion des terres sera élaboré et mis en oeuvre dans la région de Kosiv Rayon dans l'ouest de l'Ukraine, et des fonctionnaires ukrainiens seront formés pour l'utiliser. Le système informatisé permettra d'établir un registre de propriété foncière et de droits d'utilisation des terres, d'élaborer des cartes exactes des propriétés à l'aide de ce registre et de délivrer des titres de biens-fonds. Il facilitera aussi la gestion efficace des terrains, notamment dans le domaine de la planification urbaine et environnementale. En coopération avec le ministère ukrainien de la Justice, une législation concernant les biens fonciers sera examinée et élaborée dans le cadre de ce projet. Il est prévu qu'à long terme le système sera étendu à tout le pays. Le projet sera géré par un consortium de sociétés canadiennes dirigé par UMA Engineering Ltd. d'Edmonton et comprenant notamment le Groupe DMR Inc. de Montréal et Intergraph Canada Inc. de Calgary, ainsi que et le gouvernement albertain. Les partenaires ukrainiens de ce projet sont le Comité d'État des ressources foncières et l'Administration principale de géodésie, de cartographie et du cadastre.